



Scandale mondial : 194 pays membres de l'OMS se révoltent et exigent de publier les contrats entre labos et gouvernements

Par [Cheikh Dieng](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2023

[Le Courrier du Soir](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Lecourrier-du-soir.com invite ses chers lecteurs à relire la révélation exclusive faite en novembre dernier par l'agence de presse *Reuters*. Comme par hasard, les médias de masse refusent catégoriquement d'en parler et quand ils le font, c'est pour lui consacrer quelques lignes

Excellente lecture

*

« D'après une information exclusive de l'agence de presse *Reuters*, les 194 pays membres de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) sont en train de mettre en place un pacte qui vise à rendre obligatoire la publication des contrats entre laboratoires pharmaceutiques et gouvernements

Une mauvaise nouvelle pour Big Pharma. En pleine pandémie à Coronavirus et au moment où plusieurs dirigeants politiques en Occident comme dans d'autres parties du monde exigent de la transparence dans les contrats signés avec les labos, l'OMS est sur le point de trouver un accord qui n'arrangera certainement pas les affaires des industries pharmaceutiques.

En effet, d'après une information que *Lecourrier-du-soir.com* a obtenue ce 18 novembre de l'agence de presse [Reuters](#), les 194 pays membres de l'Organisation Mondiale de la Santé sont en train de négocier la mise en place d'un pacte afin de rendre obligatoire la publication des contrats entre labos et gouvernements.

Ainsi, d'après l'agence de presse qui dit avoir consulté le document confidentiel, le pacte en question a pour objectif de faire en sorte que la prochaine pandémie ne soit pas aussi dévastatrice que le Covid. Mais, ce n'est pas tout. Les signataires jugent inacceptable que la confidentialité des contrats passés entre gouvernements et labos donnent aux dirigeants politiques peu de marge de manœuvre pour les traduire en justice.

Tout laisse à croire qu'il s'agit d'une révolte interne déclenchée par les Etats membres de l'OMS. Du moins, c'est ce qu'explique un porte-parole de l'OMS qui s'est confié sous couvert de l'anonymat. Ce dernier affirme que les actionnaires de l'organisation y sont favorables. Et ce n'est pas tout. Ces actionnaires se verront soumettre le document intégral lors d'une rencontre qui était prévue ce vendredi. Mais, le gros souci, selon *Reuters*, est que les labos

rejettent le document en bloc.

Sur les réseaux sociaux, le pacte n'a pas manqué de susciter des réactions.

The Pandemic Treaty “could be a game changer and redress the unconscionable hoarding of vaccines seen during COVID-19.” The Zero Draft is “far reaching and bold. The obstacles though are political opposition and industry blowback” <https://t.co/bUCvj5bGuc>

— Lawrence Gostin (@LawrenceGostin) [November 18, 2022](#)

La source originale de cet article est [Le Courrier du Soir](#)

Copyright © [Cheikh Dieng](#), [Le Courrier du Soir](#), 2023

Articles Par : [Cheikh Dieng](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca